

trop riches trop pauvres

Auteurs

Direction

Hélène Bourban,
Sophie de Rivaz,
Martyna Olivet

Michel Bavarel,
Edouard Dommen,
Claude Fol, Gilbert Rist

Éditeurs

Editions d'en bas
Association Cotmec

DATE DE PARUTION ET LANCEMENT

Mardi 2 juin à 19h | Maison des associations
15 rue des Savoises, Genève

La pauvreté progresse et inquiète. Non seulement dans les pays du Sud mais aussi chez nous. Ce scandale n'est toutefois pas une fatalité : il a des causes – certes multiples – sur lesquelles chacun peut agir, à son modeste niveau.

Cet ouvrage – présenté de manière didactique – fait le tour de la question à travers huit thèmes : alimentation, travail, logement et mobilité, santé et éducation, économie, finance, inégalités, environnement.

Conçu pour un large public, cet ouvrage invite au débat. Il vise à faire comprendre pour faire changer.

Il a été réalisé par une équipe pluridisciplinaire sous les auspices de l'association Cotmec (Genève)

CONTACTS & DONNÉES TECHNIQUES

Sophie de Rivaz

078 708 42 99 | 022 797 49 48 | sophie.derivaz@polethique.ch

Hélène Bourban

077 432 58 37 | helenebourban@hotmail.com

Martina Olivet

076 450 79 59 | martyna.olivet@gmail.com

Michel Bavarel

078 829 44 38 | 022 782 63 27 | mbavarel@worldcom.ch

Edouard Dommen

079 243 17 23 | edommen1@worldcom.ch

Gilbert Rist

gilbert.rist@infomaniak.ch

206 pages, 60 « fiches », 8 chapitres

PRÉSENTATION DU LIVRE

La pauvreté a de multiples visages et de multiples facteurs concourent à son émergence. Ses manifestations les plus saillantes inquiètent, menacent et questionnent tour à tour le passant confronté à la mendicité, l'écolier, le cadre ou encore l'élu politique. Tant il est vrai que le défi posé par la pauvreté nous concerne tous : ce n'est, de loin, pas qu'une affaire d'État ou de gouvernance. La société dans son ensemble a sa part à jouer dans la mise en œuvre des moyens disponibles – et à inventer –, pour enrayer le processus qui mène de la paupérisation à la misère.

La perception de la pauvreté a beaucoup changé en une génération. Ce n'est plus spécifiquement un problème qui s'inscrit dans des relations Nord-Sud et dans un monde polarisé. De nouveaux facteurs, réchauffement climatique en tête, viennent aggraver des situations déjà précaires et menacent de mettre en péril le développement commun de toute l'humanité.

Le livre se propose d'offrir, sous une forme rapide mais très documentée, une présentation de l'ensemble des éléments qui menacent notre humanité et la mènent vers un état de pauvreté subie : épuisement des ressources naturelles, mainmise de la finance, accaparement des terres arables, etc. Puis, dans un deuxième temps, de quitter le champ du constat pour amener des éléments d'analyse des moyens à mettre en œuvre pour espérer échapper au scénario du pire : pas celui de la pauvreté actuelle, mais celui de la misère à venir.

La démarche de la COTMEC a toujours consisté à examiner les mécanismes créateurs d'injustices, d'en discerner les enjeux éthiques, les rapports de force, et enfin de mettre en lumière des leviers d'action à notre portée.

OBJECTIFS PRINCIPAUX DE L'OUVRAGE

Proposer une approche de la pauvreté qui ne soit ni misérabiliste, ni simpliste

Sensibiliser à la multiplicité des causes qui ont conduit à la pauvreté, au Nord comme au Sud, et montrer leurs interrelations

Montrer à partir du constat actuel, vers quoi nous nous acheminons si on ne change pas la donne, si on reste dans le « business as usual »

Mettre en lumière les facteurs sociaux, dont l'importance ne cesse de croître, qui mènent à la pauvreté et à la misère

Casser des clichés et autres préjugés que véhicule la pauvreté, par exemple : la pauvreté n'est qu'une mesure matérielle, la pauvreté est une expression de la paresse, la pauvreté c'est chez les autres, etc.

Susciter une attitude critique vis-à-vis des différentes manifestations de la pauvreté

Leur offrir des exemples simples mais justes, qui permettent de prendre la mesure du phénomène

Mettre en évidence les perspectives et les remèdes envisagés à mettre en œuvre collectivement

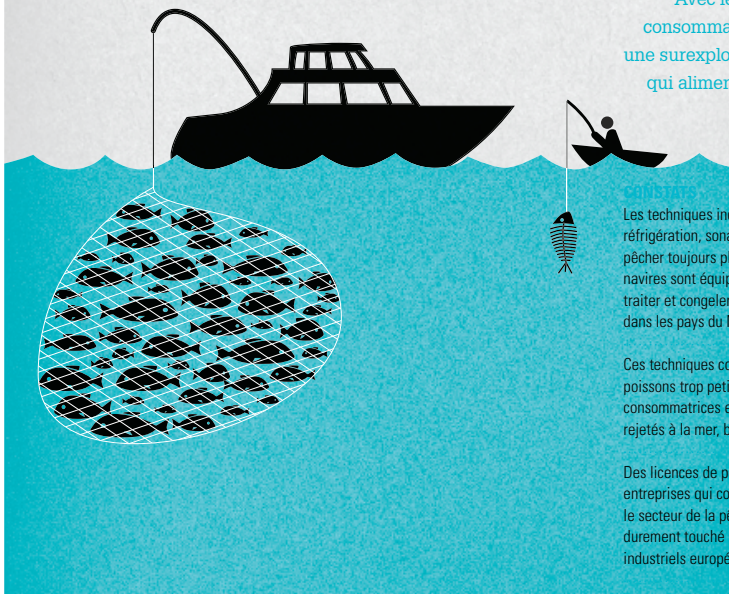
« CELUI QUI CROIT QU'UNE CROISSANCE EXPONENTIELLE PEUT CONTINUER INDÉFINIMENT DANS UN MONDE FINI EST SOIT UN FOU, SOIT UN ÉCONOMISTE »

KENNETH BOULDING, économiste et philosophe

1.4. L'ÉPUISEMENT DES RESSOURCES DE LA MER

Les océans profonds sont devenus le théâtre de la plus grande tragédie des communs de notre temps. Il y a urgence à protéger des milieux dévastés de façon irréversible par des navires qui ressemblent plutôt à des machines de guerre (plusieurs avions peuvent loger dans certains filets utilisés).

Association Bloom ; 2014



Avec le développement de la pêche industrielle et de l'aquaculture, la consommation de poisson a beaucoup augmenté. Cette évolution a provoqué une surexploitation des mers et s'est produite au détriment de la pêche artisanale qui alimente les populations côtières et préserve les ressources en poissons.

Les techniques industrielles telles que procédés de réfrigération, sonars, filets dérivants, ont permis de pêcher toujours plus loin et plus profondément. Les navires sont équipés de systèmes qui permettent de traiter et congeler le poisson destiné à être vendu dans les pays du Nord.

Ces techniques conduisent à du gaspillage : poissons trop petits ou espèces peu appréciées des consommatrices et consommateurs des pays du Nord rejetés à la mer, blessés ou morts.

Des licences de pêche sont vendues à des entreprises qui concurrencent les petits pêcheurs : le secteur de la pêche artisanale au Sénégal a été durement touché par la concurrence des chalutiers industriels européens.

Certaines zones côtières sont devenues des « zones marines mortes » suite à la prolifération d'algues nourries par la pollution agricole (nitrates). Le taux d'oxygène a tellement baissé dans ces eaux que la vie n'y est plus possible pour les poissons, ce qui affecte tant la pêche locale qu'industrielle.

L'aquaculture fournit plus de 40 % du poisson consommé dans le monde. Selon les types d'élevage, elle peut poser différents problèmes : une partie de la nourriture se compose d'huiles et de farines de poisson sauvage, ce qui contribue à la surpêche, les eaux sont polluées par les excréments, les médicaments et les restes de nourriture, etc.²²

CONSÉQUENCES

Les ressources en poissons, ou ressources halieutiques, sont en voie d'épuisement. On parle de surpêche lorsqu'il y a disparition de certaines espèces, diminution du nombre de prises, de leur taille et âge, du stock de poissons aptes à se reproduire.

L'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation estime que plus des trois quarts des espèces de poissons souffrent de surpêche.

Les navires-usines vont se fournir au large des côtes ouest de l'Afrique, dans l'océan indien ou dans le Pacifique du sud-est. Ils privent des petits pêcheurs de leur gagne-pain et les populations locales d'un accès à des protéines. Ainsi, le secteur de la pêche artisanale au Sénégal a-t-il été durement touché par les chalutiers industriels européens.

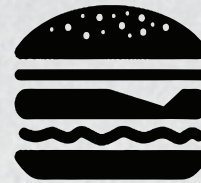
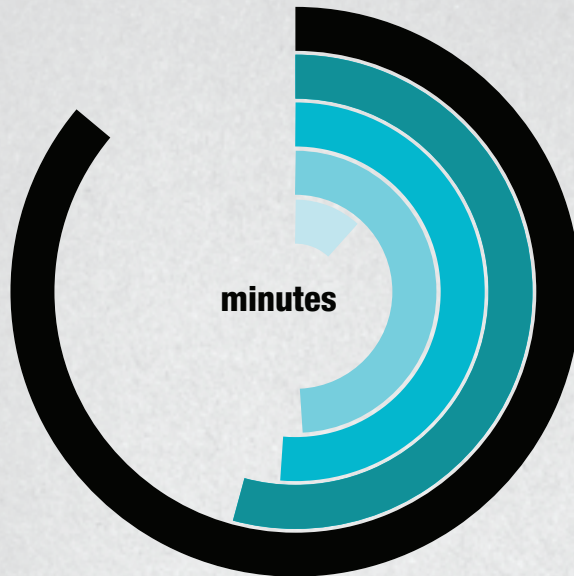
Pour assurer leur survie, des petits pêcheurs, par exemple en Somalie, se sont lancés dans des activités illicites, telles que le piratage des navires, le rançonnement de leurs équipages, ou en devant passeurs de migrants. D'autres, ailleurs, tentent d'émigrer vers le Nord au péril de leur vie.

La pêche d'aujourd'hui menace celle de demain avec des conséquences dramatiques pour la sécurité alimentaire des humains, notamment des plus pauvres.

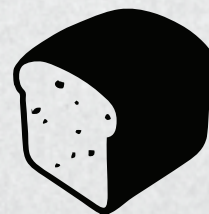
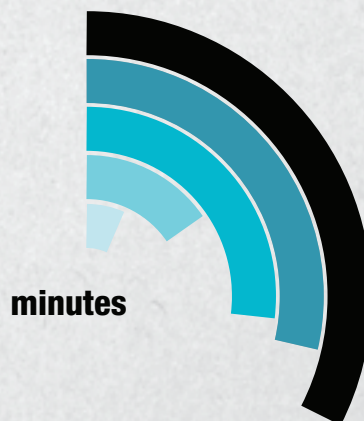


Greenpeace et les océans
[http://www.greenpeace.org/switzerland/fr/
themes/occeans/](http://www.greenpeace.org/switzerland/fr/themes/occeans/)

2.4. TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PAUVRES



ZURICH	13 min
BUDAPEST	49 min
BOGOTA	52 min
MUMBAI	56 min
NAIROBI	84 min



ZURICH	6 min
BUDAPEST	14 min
NAIROBI	28 min
MUMBAI	30 min
BOGOTA	34 min

TEMPS DE TRAVAIL NÉCESSAIRE À L'ACHAT D'UN BIG MAC OU D'UN KG DE PAIN DANS CINQ VILLES SUR QUATRE CONTINENTS

En Europe de l'Ouest, à partir de la fin du au XIX^e siècle, sous l'impulsion entre autres des syndicats et associations de travailleurs, des lois furent progressivement adoptées afin d'assurer aux travailleurs un salaire permettant de subsister et de leur assurer une protection en cas de maladie, d'accident, de chômage ou de grand âge. Cependant, ces garanties n'ont jamais été absolues et encore moins universelles. Elles sont régulièrement remises en question. La pauvreté laborieuse est toujours une réalité, bien qu'elle soit moins sévère qu'au XIX^e siècle.

CONSTATS

On observe aujourd'hui une croissance du nombre de personnes contraintes d'accepter des emplois mal payés. On appelle travailleurs pauvres (« working poor ») ces personnes actives qui n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins essentiels.

La paupérisation des travailleuses et travailleurs est due à la précarité de certains emplois, à l'absence de salaires minimaux dans certains pays, au faible montant de ces derniers ou de celui des prestations sociales.

En Suisse, les travailleuses et travailleurs pauvres sont le plus souvent actifs dans les secteurs de l'hôtellerie, du commerce, de la construction, du secteur domestique³³.

Les foyers monoparentaux, les familles nombreuses, les étrangers et étrangères, les personnes faiblement qualifiées sont surreprésentées parmi les travailleuses et travailleurs pauvres.

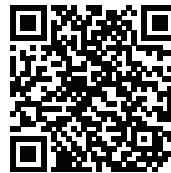
Au Sud, selon des estimations, près de 60 % de la population active survit grâce au secteur informel³⁴: par exemple, vente de cigarettes à la pièce, d'huile à la cuillère, cireurs de chaussures, vendeurs de journaux, trieurs de déchets, journaliers dans l'agriculture. Des ouvrières du textile travaillent de longues journées simplement pour survivre.

CONSÉQUENCES

Les familles des travailleuses et travailleurs pauvres doivent économiser sur la nourriture, le logement, l'éducation, l'hygiène et la santé, la culture et les loisirs.

Ces familles tombent souvent dans la spirale de l'endettement.

Les salaires minimaux légaux versés aux ouvrières dans le secteur textile, que ce soit en Asie, en Amérique latine, en Afrique ou en Europe de l'Est, ne couvrent souvent que 15 à 60 % des dépenses quotidiennes d'une famille de quatre personnes³⁵. Ainsi, entre 50 et 70 % du salaire des ouvrières du Sri Lanka, de l'Inde, du Cambodge ou de Chine est consacré à l'alimentation³⁶.



Campagne Droit sans Frontières
<http://www.droitsansfrontieres.ch/fr/campagne/>



Campagne de la DB pour un salaire vital
<http://www.ladb.ch/themes-et-contexte/consommation/vetements/salaire-vital/campagne-pour-un-salaire-vital-2014/>

PRÉSENTATION DES AUTEUR-E-S

Sophie de Rivaz

diplômée en sciences politiques (France), en études du développement, avec une spécialisation en développement durable, a créé en 2009, après plus de vingt ans d'activités comme responsable d'associations, le bureau Pol. éthique, analyse, rédaction, conseil. Pol. éthique soutient et promeut des actions de sensibilisation autour des thèmes du développement durable, des relations Nord-Sud et de l'économie alternative.

Michel Bavarel

né en 1940 à Genève, journaliste au Courrier et à la Radio romande avant d'effectuer des reportages en Afrique, Asie et Amérique latine pour l'agence CIRIC, ainsi que des enquêtes en Suisse pour La Liberté. A collaboré à la rédaction de documents de l'Action de Carême. Membre de la COTMEC, a participé à diverses publications de la Commission. Auteur, par ailleurs, du livre « Si vous saviez la joie des pauvres » (Éditions Saint-Augustin).

Hélène Bourban

a travaillé durant 4 ans comme permanente à la COTMEC. Elle a étudié la géographie humaine à l'université de Genève, et est titulaire d'un Master en Etudes du développement de l'IHEID, où elle s'est spécialisée sur les questions d'inégalités et de développement humain. Elle est aujourd'hui responsable de la formation des jeunes à Action de Carême et s'engage dans différentes associations.

Claude Fol

diplômé de l'EPFL ingénieur civil a été responsable technique d'un bureau d'ingénieur durant 45 ans. Membre de la COTMEC depuis une trentaine d'années. Il en assume la responsabilité depuis 10 ans. Intéressé par le projet du livre, il a apporté ses compétences au service de l'équipe de rédaction.

Gilbert Rist

professeur honoraire de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève). Il est l'auteur de: Le Développement. Histoire d'une croyance occidentale (Paris, Presses de Sciences Po, 4e édition 2013) et de L'Economie ordinaire entre songes et mensonges (Paris, Presses de Sciences Po, 2010).

Edouard Dommen

après dix ans au service de divers gouvernements du tiers monde d'alors, il passa le gros de sa carrière comme chercheur à la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Il est spécialiste en éthique économique et actuellement membre du jury du Prix Robin Cosgrove - éthique en finance.

Martyna Olivet

Scientifique de formation, elle est active dans le milieu associatif genevois, principalement dans le domaine des relations nord-sud et de la coopération au développement. Elle a développé de nombreuses compétences dans l'analyse des enjeux sociaux, économiques et environnementaux. Actuellement déléguée à l'aide au développement d'une commune genevoise, elle a longtemps été coordinatrice de la COTMEC.

3.1. QUATRE MILLIARDS D'URBAINS



LA MOITIÉ DE LA POPULATION MONDIALE VIT EN VILLE



UNE PERSONNE SUR SIX VIT DANS UN BIDONVILLE

À partir de 2008, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes⁵⁴. C'est le résultat de l'exode rural, de l'accroissement démographique, de la fascination pour le mode de vie urbain. Les infrastructures – voirie, collecte des ordures, évacuation des eaux de pluie et des eaux usées – ne suivent pas, ce qui rend la vie difficile dans les quartiers insalubres où se situent taudis et bidonvilles. Des millions de personnes sont privées de tout logement et tentent de survivre dans la rue.

CONSTATS

Alors que le droit au logement est reconnu au niveau international et figure dans nombre de constitutions nationales, un humain sur sept est mal-logé et environ cent millions de personnes sont sans-abris.

Sur la planète, environ cent millions de personnes sont sans abri, un milliard mal logées⁵⁵. Les Nations Unies estiment que 3 milliards de personnes vivront dans des bidonvilles en 2050.

Plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable⁵⁶ et 2,5 milliards ne disposent pas de toilettes dignes de ce nom⁵⁷, dont un milliard qui font leurs besoins en plein air, sur des terrains vagues.

Plus d'un million de personnes sont victimes chaque année d'expulsions forcées à la suite de leur incapacité à payer leur loyer, de conflits armés ou de la construction d'infrastructures comme autoroutes, voies ferrées, barrages, installations destinées à de grandes compétitions sportives.

CONSÉQUENCES

Vivre dans la rue, ce peut être mal dormir de peur d'une agression, souffrir du froid, de la pluie, de la canicule, déambuler toute la journée en quête d'un repas gratuit, d'un lieu pour se laver et laver ses vêtements, subir l'humiliation du regard des passants.

Vivre dans un taudis, c'est être plongé dans une atmosphère insalubre, avec l'humidité et les moisissures, la vermine... C'est être à la merci d'une électrocution, d'un incendie, s'épuiser à gravir les escaliers...

Vivre dans un bidonville, c'est risquer d'être victime d'un glissement de terrain, d'une balle perdue, d'un conflit entre trafiquants de drogue, c'est risquer d'être chassé de chez soi par la police. C'est encore ne pas recevoir de courrier faute de service postal, se trouver à distance des supermarchés...



Campagne Carton rouge au mal logement
<http://lemouvementassociatif.org/non-classe/la-fondation-abbe-pierre-met-un-carton-rouge-au-mal-logement>

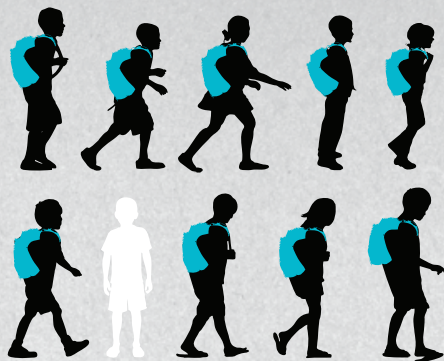


Droit au logement opposable
<http://www.fondation-abbe-pierre.fr/outils-et-informations/questions-frequentes-faq/le-droit-au-logement-opposable-dalo>

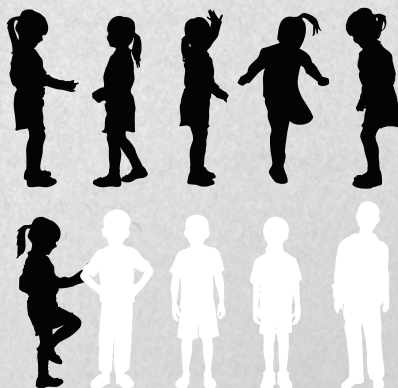
« QU'IL S'AGISSE D'EMPLOI, D'ÉDUCATION, DE BIENS MATÉRIELS, ETC., LES POPULATIONS N'ONT PLUS AUJOURD'HUI LES MOYENS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS D'AFFRONTER LES MANQUES CRÉÉS DANS CES DOMAINES AVEC QUELQUE CHANCE DE SUCCÈS : NON SEULEMENT ELLES SONT DÉPOSSÉDÉES DES MOYENS QUI LEUR AURAIENT PERMIS DE TROUVER LES RÉPONSES ADÉQUATES, MAIS ELLES SUBISSENT UNE PROPAGANDE IMPITOYABLE POUR DES BESOINS NOUVEAUX ET SOUVENT « ADDICTIFS » QUI FONT D'ELLES LES TÉMOINS PASSIFS DE LEUR CONdamnATION À LA MISÈRE »

MAJID RAHNEMA

4.1. LES OUBLIÉS DE L'ÉDUCATION



PRESQUE UN ENFANT SUR DIX DANS LE MONDE NE VA PAS À L'ÉCOLE



PLUS DE LA MOITIÉ D'ENTRE EUX SONT DES FILLES

Quand le budget d'un État est soumis à une cure d'austérité ou quand le gouvernement choisit de réduire les dépenses sociales du pays, on observe une baisse de la qualité de l'enseignement public. Cela favorise le développement d'un enseignement privé auquel n'ont généralement accès que les enfants et les jeunes des couches les plus favorisées de la population. Ce qui ne contribue pas à l'« égalité des chances ».

CONSTATS

Au Sud, scolariser son enfant engendre des coûts (matériel, uniforme) et des pertes en force de travail. Aussi, les enfants des familles les plus démunies ne vont-ils pas tous à l'école. Les filles sont plus souvent déscolarisées que les garçons. Selon l'Unicef, dans le monde, pour 100 garçons qui ne vont pas à l'école, il y a 117 filles⁹¹.

Au Nord, le système éducatif a des ratés : l'enquête internationale PISA 2009 fait apparaître, par exemple, que 7 à 12 % des jeunes vivant en Suisse de 15 ans ne comprennent pas un texte simple en rapport avec la vie quotidienne⁹²; le système éducatif peine à donner confiance dans leurs capacités aux filles et, en général, aux enfants des classes défavorisées⁹³.

Au Sud, la proportion d'enfants scolarisés s'est partout accrue mais il arrive que la qualité baisse : les effectifs par classe restent élevés. Les élèves démunis ne peuvent payer des répétiteurs pour combler ces manques et risquent d'échouer aux examens. Si les inégalités d'accès diminuent, les inégalités de résultat augmentent.

Au Sud, les enseignants du public sont parfois peu formés et mal rémunérés. Pour défendre leurs conditions de travail, ils se mettent fréquemment en grève, parfois durant plusieurs mois, ce qui débouche sur une « année blanche » : année scolaire annulée, tous les élèves redoublent.

Le système éducatif cherche à former avant tout des personnes employables sur le marché du travail et non de futurs citoyens et citoyennes.

CONSÉQUENCES

67 millions d'enfants, dont 31 millions en Afrique, ne bénéficient même pas d'une éducation primaire⁹⁴.

Les systèmes d'éducation publique ne servent plus vraiment de tremplin.

L'école ne contribue plus à gommer les inégalités. Le système éducatif a tendance à contribuer à la reproduction des élites car les filières dites « d'excellence », qui garantissent un emploi, souvent privées et payantes, ne sont pas accessibles à tous.



Ecole des Colibris aux Amanins
<http://www.lesamanins.com/ecole>



Manifeste « Pauvreté et école, quelles priorités »
<http://www.dgde.cfwb.be/index.php?id=3045>

EXTRAITS DE L'INTRODUCTION DE GILBERT RIST

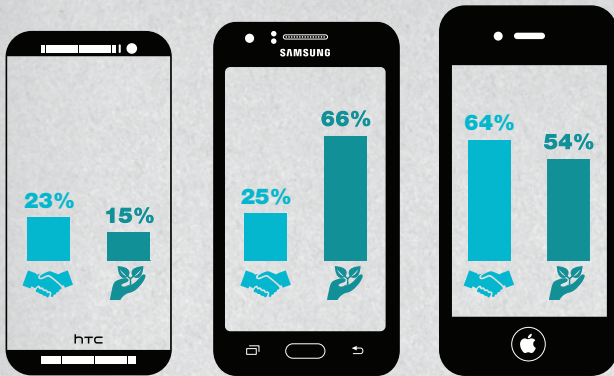
Ce qui est à la fois nouveau et inadmissible c'est le récent accroissement des inégalités de revenu et les phénomènes d'exclusion qu'il entraîne. Naguère, c'étaient les disparités entre les pays du Nord et ceux du Sud qui retenaient surtout l'attention. Depuis trois décennies environ – même si le clivage entre le Nord et le Sud ne s'est guère réduit – ces inégalités se sont aggravées dans tous les pays – et surtout chez nous. C'est ce constat qui est à l'origine de ce livre.

Ceux que nous avons tendance à considérer comme « pauvres », notamment dans les pays du Sud, parce qu'ils n'ont ni eau courante, ni électricité, ni tout à l'égout ne se considèrent pas nécessairement comme tels, mais comme des personnes qui ont le bonheur de partager des relations sociales enrichissantes, même si elles se battent tous les jours contre la précarité ou pour affirmer leurs droits. On peut en dire autant de celles qui ont volontairement choisi la pauvreté (les ordres mendiants, les sadhous indiens, les soufis ou les moines bouddhistes) puisqu'ils bénéficient d'un statut social respecté.

Le « pauvre moderne » n'est plus le membre défavorisé d'une société dont il continue de faire partie, mais un individu isolé confronté à l'impossibilité de (re)trouver une place dans une société de consommation qui le rejette parce qu'il n'a pas les « moyens » d'y accéder et qui, en plus, se trouve livré aux sollicitations constantes de la publicité qui lui font mesurer combien son sort se distingue de celui qu'il considère comme « riches »,

Cet ouvrage est d'abord consacré aux raisons de la pauvreté, à ses conséquences et aux moyens d'y faire face. Mais il est aussi une manière de montrer à quel point les problèmes économiques, sociaux et écologiques, immédiats ou à long terme, sont imbriqués les uns dans les autres. Est-ce à dire qu'ils sont très (voire trop) compliqués et qu'on ne peut rien faire pour les résoudre ? Nous espérons faire découvrir l'inverse : la complexité n'est peut-être qu'apparente et elle est souvent utilisée pour décourager le changement. Avec un peu de recul, il apparaît que la racine du problème tient – en dernière analyse – au regard que nous portons sur le monde. Il faut donc à la fois changer de lunettes et de perspective. Rien ne nous oblige à accepter le point de vue dominant. Tout nous pousse au contraire à en adopter un autre qui refuse la marchandisation des êtres humains et de la nature. Une position critique n'est jamais facile, mais c'est toujours par elle que commence l'envie de lutter avec l'espoir du changement.

5.5. COMMERCE INTERNATIONAL : AVANTAGE AUX PLUS FORTS



Respect du droit du travail



Respect de l'environnement

**NOS TÉLÉPHONES PORTABLES SONT-ILS CONSTRUITS
DANS LE RESPECT DU DROIT DU TRAVAIL ET DE L'ENVIRONNEMENT ?
L'EXEMPLE DE TROIS COMPAGNIES**

Phases de protectionnisme et phases de libre-échange se sont succédé dans l'histoire. Depuis 1945, la volonté des Etats vainqueurs de la guerre a été de promouvoir la libre circulation d'abord des biens, puis plus tard des services. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) est chargée de veiller à ce que les États n'instaurent aucune mesure protectionniste.

CONSTATS

L'OMC repose sur le principe « un Etat = une voix » mais la complexité de son fonctionnement donne un avantage aux pays les plus grands et les plus riches.

Il s'agit de la seule organisation mondiale dotée d'un tribunal, l'Organe de règlements des différends qui peut prendre des sanctions contre des États avec des effets concrets.

Elle n'est pas astreinte à faire respecter les droits politiques, économiques et sociaux adoptés dans le cadre des autres organisations internationales.

Ainsi elle considère une mesure sanitaire ou le respect des législations environnementale et sociale comme des entraves au commerce qui peuvent être punies. Par exemple, l'Europe a subi des sanctions pour avoir refusé l'importation de bœuf aux hormones des Etats-Unis.

Hors OMC, d'autres accords de libre-échange sont négociés entre pays riches comme l'accord TiSA entre cinquante pays riches ou l'accord TAFTA entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

CONSÉQUENCES

Un Etat ne peut pas protéger ses industries ou sa paysannerie contre l'entrée sur son territoire de marchandises produites à bas coût sans respect du droit du travail ou de la protection de l'environnement. Des ouvrières et ouvriers des entreprises textiles du Nord ont été ainsi mis au chômage à la suite de délocalisations vers des pays où la main-d'œuvre est mal payée et subit des conditions de travail déplorables.

Les consommatrices et consommateurs disposent d'un moyen d'action contre l'exploitation de la main-d'œuvre du Sud : le boycott. C'est ce qu'a connu Nike qui, par la suite, a renforcé le contrôle des usines qui l'approvisionnement.

Il ne peut pas être question de boycott dans des secteurs comme le négoce de minerais ou d'hydrocarbures. Certaines entreprises extraient des minerais mines dans des zones de conflits armés, provoquent des désastres environnementaux ou sanitaires, exploitent la main d'œuvre et corrompent les autorités locales.



Amnesty, campagne Faites pas l'autruche
<http://faitespaslautreche.org>



Campagne Droit sans frontières
<http://www.droitsansfrontieres.ch/fr/campagne/>

« IL Y A ASSEZ DE TOUT DANS LE MONDE POUR SATISFAIRE LES BESOINS DE L'HOMME, MAIS PAS ASSEZ POUR SATISFAIRE SON AVIDITÉ ». GANDHI

6.5. LE SURENDETTEMENT PRIVÉ



LA DETTE PEUT DEVENIR UN PIÈGE SANS FIN POUR LES MÉNAGES

CONSTATS

La baisse des revenus des ménages des pays du Nord, avec la stagnation des salaires, explique en partie le recours aux crédits à la consommation^{XXXXV}.

L'endettement des ménages peut aussi être imputé au phénomène du mimétisme: chaque classe sociale aspire au mode de vie de la classe supérieure.

Le phénomène se retrouve au Nord comme au Sud.

Une partie de la consommation, facilitée par le recours au crédit et stimulée par la publicité, est ainsi destinée à faire accéder à un statut social plus élevé et non pas à mieux vivre.

L'attention des emprunteurs n'est pas attirée sur les taux élevés auxquels certains prêts à la consommation sont consentis, ni sur leurs conséquences néfastes en cas de chômage, maladie, divorce.

Les banques et autres établissements prêtent au-delà des capacités de remboursement des ménages.

XXXXV Pour les Etats-Unis, il s'agit surtout des crédits « subprimés », c'est-à-dire du crédit, à des taux élevés, octroyé pour l'achat ou la rénovation des maisons pour des montants supérieurs à la valeur du bâtiment et sans contrôle de la capacité de remboursement de l'emprunteur.

Leasing pour l'acquisition d'une voiture, petits crédits d'établissements spécialisés ou cartes de crédit mises à disposition par différentes enseignes commerciales: les possibilités d'obtenir facilement de l'argent se sont multipliées. De trop nombreux ménages n'arrivent plus à sortir de la spirale de l'endettement.

CONSÉQUENCES

Lorsque des ménages ne sont plus en mesure de payer leurs factures, les conséquences peuvent être lourdes: tensions familiales, mise aux poursuites, interdiction bancaire, parfois expulsion du logement.

Des jeunes ne résistent pas aux incitations publicitaires et ne voient que l'aspect plaisant des modes de paiement par crédit. Ils sont ainsi déjà fortement endettés à l'aube de leur vie professionnelle. Aux Etats-Unis où les études sont généralement financées par des crédits, ils ont souvent pour perspective de mettre trente ans pour rembourser son emprunt, à condition d'avoir un emploi stable et bien rémunéré.

Le recours à l'endettement a été un moyen de soutenir la consommation des pays du Nord (logements, automobile) mais également une source de gains non négligeable pour les banques et autres acteurs des marchés financiers.



Service de Caritas Genève pour le désendettement
<http://www.caritasge.ch/p107001515.html>



Projet de loi permettant d'encadrer plus strictement le petit crédit
http://www.letemps.ch/Page/Uuid/d4509c74-d685-11e3-a633-825d02809ce7/Forces_r%C3%AAsistances_pour_limiter_le_petit_cr%C3%A9dit

EXTRAITS DES PISTES CONCLUSIVES DE MICHEL BAVAREL

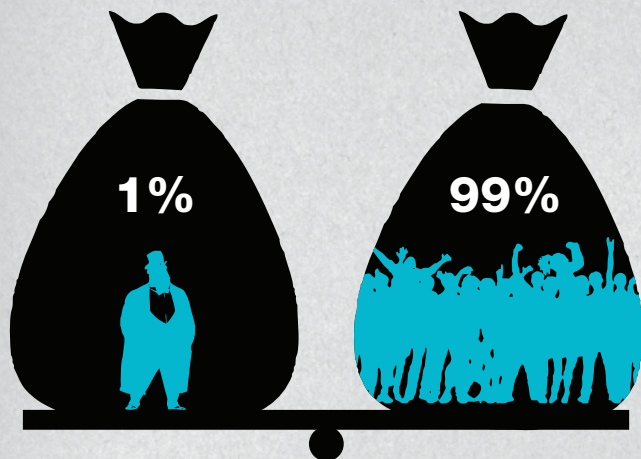
Aujourd'hui, le mal est « globalisé », comme un cancer qui s'est généralisé. La civilisation dite occidentale, fondée sur une consommation de masse, a envahi tout l'espace. Même les recoins isolés, encore préservés, n'échapperont pas au réchauffement climatique ni à la montée du niveau des océans. Il n'existera plus de havre sur cette planète. Et aucune autre planète où se réfugier, en dépit des rêves de quelques farfelus. Face à l'ampleur du défi, il serait insensé de compter sur des avancées technologiques miraculeuses permettant de tout résoudre. Le changement n'est pas un choix, nous y sommes acculés.

Un changement n'est pas seulement indispensable pour le maintien de conditions « naturelles » plus ou moins clémentes, mais il doit permettre de nous réorienter vers un mode de vie correspondant mieux aux aspirations profondes de l'être humain. La « civilisation occidentale », que l'on qualifiera de matérialiste, a écrasé, étouffé, les autres modes de vie, les autres sociétés, avec leurs carences sans doute, mais aussi leurs richesses. En usant d'une grossière simplification, on dira qu'elle a eu tendance à réduire la création à une ressource et la société à un marché. Elle a ainsi amputé l'humanité d'une partie d'elle-même.

Bien sûr, il s'agit de combattre la misère et, heureusement, nombreux sont ceux qui s'y emploient. Cependant, c'est un travail de Sisyphe puisque le système au sein duquel on tente de soulager la misère est celui-là même qui secrète la misère.

N'avons-nous le choix qu'entre une abondance mortifère qui détruit les bases de l'existence et la misère ? Et si, malgré tous les obstacles, l'on essayait la pauvreté ? Et si la richesse était le problème et la pauvreté la solution ? Non pas la misère, mais une pauvreté digne.

7.1. LES INÉGALITÉS NORD-SUD SE MAINTIENNENT



**EN 2016, LE 1% LE PLUS RICHE DE LA PLANÈTE
DEVRAIT POSSÉDER 50% DES RICHESSES;
LE 99% SE PARTAGERAIT L'AUTRE MOITIÉ**

Dans les années 1960, au lendemain de la décolonisation, l'idée selon laquelle les transferts de technologie et d'argent allaient mener les pays du « tiers-monde » sur la voie du « développement » était largement répandue. Un développement entendu au sens limité de croissance économique. Force est de constater que les inégalités entre Nord et Sud persistent en ce début du XXI^e siècle et que la pauvreté matérielle dans bien des Etats du Sud n'a pas disparu^{XXXVI}.

CONSTATS

Les relations internationales restent marquées par la domination du Nord. Parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, un seul, la Chine, fait partie des pays émergents. Le FMI et la Banque mondiale, acteurs économiques majeurs, sont également sous influence des pays du Nord. Les agences internationales préoccupées par les questions sociales et environnementales ont peu de pouvoir.

Le commerce international est dominé par des entreprises transnationales qui ont leur siège en Europe ou aux Etats-Unis.

Les gouvernements du Sud portent également une part de responsabilité : ils n'ont pas toujours donné la priorité au bien-être de leurs populations ; ils ont parfois investi dans des « éléphants blancs »^{XXXVII}, ils ont été complices de détournement d'argent.

CONSÉQUENCES

Beaucoup de pays du Sud n'ont pas pu choisir leur type de développement économique : ils ont été contraints de libéraliser leurs marchés et de consacrer une grande part de leur production à des produits d'exportation afin de rembourser des dettes plutôt que de pourvoir aux besoins de leurs populations.

Le manque de régulation dans les échanges internationaux permet aux multinationales actives dans les pays du Sud de payer peu d'impôts et de mal respecter les droits humains, notamment dans le domaine du travail.

Les asymétries entre Nord et Sud se maintiennent.

Selon la CnuCED, on note un accroissement des inégalités de revenus dans et entre les pays. En 1980, le revenu des quinze pays les plus riches étaient 44 fois supérieur à celui des quinze pays les plus pauvres ; en 2000, il était 62 fois plus élevé⁹⁵.

XXXVI L'extrême pauvreté a reculé en Asie de l'Est, notamment en Chine et en Inde mais elle touchait encore la moitié des pays africains en 2010; source : *Alternatives économiques*, hors-série 86, octobre 2010, « Richesses, le basculement du monde »

XXXVII Par « éléphants blancs », on entend des réalisations publiques coûteuses, plus ou moins somptueuses, mais sans utilité réelle pour l'ensemble des citoyennes et citoyens d'un pays



Observatoire des inégalités
http://www.inegalites.fr/spip.php?page=article&id_article=933



Vidéo « Comment réduire les inégalités Nord-Sud ? »
<http://www.youtube.com/watch?v=S-Hq0T6pXDs>

EXTRAITS DES PISTES CONCLUSIVES DE SOPHIE DE RIVAZ

Nous vivons une triple crise, financière, sociale, environnementale : crise financière avec un endettement généralisé des ménages, des entreprises, des Etats, des banques ; crise sociale avec une partie de l'humanité qui vit dans des conditions de dénuement et une remontée inquiétante des inégalités ; crise environnementale avec les changements climatiques et leurs corollaires. Ces trois crises se nourrissent les unes les autres.

Elles renforcent pauvreté matérielle, pauvreté de la qualité de vie et sentiment de pauvreté. Comment en est-on arrivé là ?

Comment dans un monde capable de nourrir l'ensemble des humains, un sur huit peut-il mourir de faim ? Pourquoi malgré les avertissements de la communauté scientifique, poursuivons-nous un mode de production et de consommation catastrophique pour la planète à terme et qui déjà menace l'environnement des plus démunis ? A quoi servent donc les milliards de dollars qui s'échangent quotidiennement sur les marchés financiers ? A qui a profité la croissance économique insolente de l'après-guerre ?

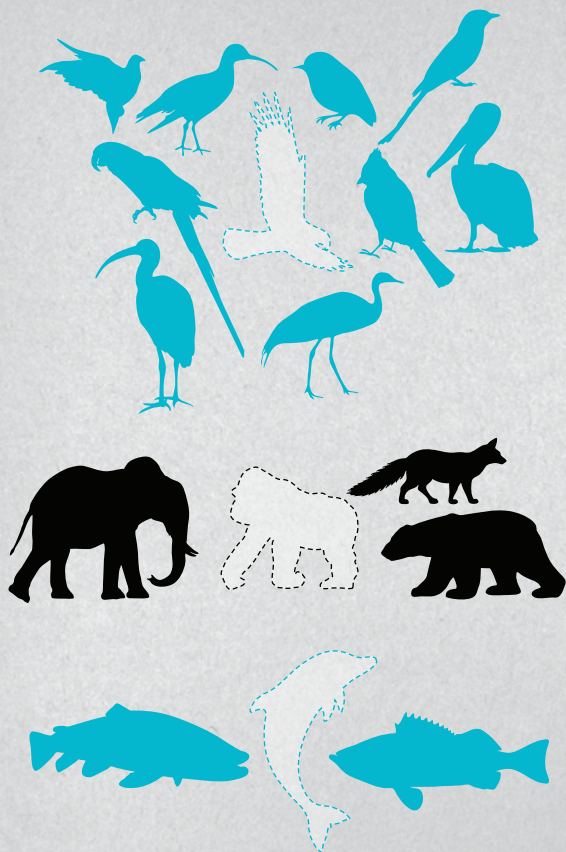
Une autre vision de la richesse, une autre vision de son partage, des pratiques qui redonneraient priorité à l'humain, au social et à l'environnement sont-elles envisageables ?

Lutter contre la pauvreté matérielle et la pauvreté de qualité de vie implique de mettre à bas les causes de la triple crise.

Il s'agit d'abandonner le credo de la croissance économique à tout prix et de s'accorder sur ce que devraient être nos vraies richesses. Cela implique aussi de se sortir des carcans de pensée de la théorie économique car des théories qui étaient vraies il y a un ou deux siècles ne le sont plus aujourd'hui. Les exemples d'actions citoyennes au Sud et au Nord montrent que des pistes existent mais les résistances au niveau du relais politique restent fortes, autant de sources d'espoir que d'inquiétudes.

LE MOT «PAUVRE» EST UN PAUVRE MOT EN EFFET : IL NE FAIT QUE CONSTATER UN ÉTAT, TANDIS QUE «DÉMUNI» AFFIRME QU'ON A PRIVÉ QUELQU'UN DE QUELQUE CHOSE. ON LUI A NOTAMMENT PRIVÉ DE SES MUNITIONS, DE SES MOYENS DE SE DÉFENDRE. EDOUARD DOMMEN DANS LE POINT FINAL DU LIVRE

8.5. LA DIMINUTION DE LA BIODIVERSITÉ APPAUVRIT L'HUMANITÉ



**PLUS D'1 ESPÈCE D'OISEAUX SUR 10 ;
1 ESPÈCE DE MAMMIFÈRES SUR 4 ;
1 ESPÈCE DE POISSONS SUR 3 EST EN TRAIN DE DISPARAÎTRE**

Par biodiversité, on entend la diversité des espèces, des gènes et des milieux naturels. Partout dans le monde, la biodiversité est menacée par les dérèglements climatiques, la pollution, la surexploitation des ressources, l'acidification des océans.

CONSTATS

Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le taux d'extinction des espèces est actuellement de 100 à 1000 fois supérieur au taux nature⁰⁹.

Les populations d'espèces de vertébrés accusent un déclin de 52 % entre 1970 et 2010, selon le rapport du WWF « Planète Vivante » de 2014. En chute de 76 %, les populations d'espèces d'eau douce déclinent plus rapidement que les populations marines et terrestres (39 % pour chacune d'elles)¹⁰.

Les forêts tropicales abritent un tel nombre de plantes et animaux qu'on ne parvient pas à les recenser avant leur disparition. La déforestation (pour les cultures, par exemple de soja ou de palmiers à huile ou l'élevage) et l'exploitation illégale du bois tropical provoquerait la disparition d'une centaine d'espèces par jour¹¹.

Le sol de la forêt tropicale est pauvre en humus et fragile. Lorsque les arbres sont abattus, il est lessivé. Dans les lieux où il est riche en aluminium et en oxydes de fer, il devient dur comme de la pierre et aucune végétation n'y pousse plus.

Ailleurs urbanisation non maîtrisée, agriculture et pêche intensives, industries polluantes sont la cause de la destruction d'habitats naturels.

CONSÉQUENCES

En détruisant les forêts, on prive les populations autochtones et les prochaines générations de précieuses ressources naturelles.

Si un quart des espèces végétales est menacée, ce taux monte à 30 % pour les plantes médicinales¹². Ce sont autant de substances pour se soigner qui disparaissent.

La diminution de la diversité génétique des plantes cultivées conduit à une moindre résistance face à des phénomènes tels que sécheresse ou inondation, salinisation des sols, attaque par des nuisibles. Lorsqu'un de ces phénomènes touche des cultures alimentaires de base telles que blé, riz, maïs, cela provoque un accroissement des prix et des difficultés pour les plus pauvres à se nourrir.

La raréfaction d'insectes pollinisateurs, telles les abeilles, pose également la question de la survie de l'humanité : sans pollinisation, beaucoup d'espèces végétales ne peuvent se reproduire.

Une fois des écosystèmes, des espèces animales ou végétales, des gènes disparus, il est impossible de les reconstituer. Cela entraîne un appauvrissement de l'humanité d'aujourd'hui et des futures générations.

